

Décision n° 2012-0990
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 24 juillet 2012
attribuant des ressources en numérotation à
la société Mediaserv
(numéros géographiques)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Mediaserv (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 05-2176 en date du 8 septembre 2005) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu les demandes de la société Mediaserv, en date des 7 juin et 12 juillet 2012, reçues les 15 juin et 20 juillet 2012, sollicitant l'attribution de 10 000 numéros géographiques ;

Vu la réponse de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 20 juin 2012 ;

Après en avoir délibéré le 24 juillet 2012 ;

Décide :

Article 1 - Les numéros de la forme 05 90 55 MC DU sont attribués, jusqu'au 24 juillet 2032, à la société Mediaserv (Siren : 351 555 792), pour la fourniture du service téléphonique au public dans la zone de numérotation élémentaire de Basse-Terre (971).

Article 2 - La société Mediaserv acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Mediaserv adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués selon le modèle prévu par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes disponible sur son site internet.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Mediaserv.

Fait à Paris, le 24 juillet 2012

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI